

**PUBLIE LE 16 FEV. 2026**

**CREDIT MUNICIPAL DE ROUEN  
CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE  
SEANCE DU 5 janvier 2026**

**1 - VALIDATION DU P.V DU CONSEIL  
D'ORIENTATION ET DE  
SURVEILLANCE DU 7 octobre 2025**

Rapporteur : M. Matthieu de Montchalin en l'absence du directeur général,

Mesdames, Messieurs,

Le procès-verbal du Conseil d'Orientation et de Surveillance du 7 octobre 2025 a été présenté dans les délais aux membres du COS.

Aucun administrateur ne souhaite le voir modifié.

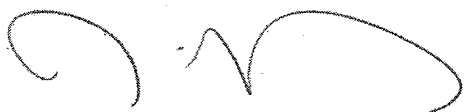
Sur quoi statuant, le Conseil d'Orientation et de Surveillance adopte le procès-verbal du précédent Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Pour : 5  
Contre : 0  
Abstention : 0

Fait à Rouen, le 5 janvier 2026

Le Vice-Président  
du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Pour extrait conforme



Matthieu de Montchalin

PUBLISHED 16 FEB 1958

## CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

### PROCES-VERBAL

Séance du 07/10/2025

(16 heures, Salle du Conseil, Crédit Municipal de Rouen et visio)

#### Etaient présents :

M. Matthieu de MONTCHALIN, Vice-Président  
Mme Félicie RENON  
M. Jean-Luc SCHROEDER  
M. Jean de BEIR  
M. Thierry MASSON

#### Etaient représentés :

M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL (Pouvoir à M Matthieu de MONTCHALIN)

#### Etaient excusés :

M. Sylvain CANTREL

#### Participaient aux débats :

Anne-Laure ZAÏNANE, Vacataire  
Mme LUTHRINGER, Agent Comptable

La séance est ouverte à 16h05 le Vice-président constate que le quorum est atteint avec 6 administrateurs présents ou représentés.

#### 1. Approbation du procès-verbal de la séance du 27/06/25

Le procès-verbal de la séance précédente a été présenté aux membres du COS. Aucune remarque ou modification n'est demandée.

Mr Masson ayant été absent et représenté par J de Beir au dernier COS, il indique s'abstenir.

Ce rapport est présenté pour avis

**Résultat du vote : 5 votes pour, 1 abstention. La délibération est adoptée.**

**Préambule :**

- L'enregistrement de la réunion COS est proposé et accepté pour faciliter la rédaction du compte-rendu. L'ordre des délibérations est modifié d'un commun accord en raison d'impératifs horaires. La délibération 4 est vue en premier.

**2.1 - Projet de Décision Modificative n°2**

- o La présente décision modificative permet d'effectuer les ajustements nécessaires pour assurer le paiement des dépenses de la fin d'année pour l'EGECMR et en particulier 46 k€ de nouveaux crédits permettant le paiement des frais d'avocats engagés ou à engager dans le cadre des différents contentieux initiés par le directeur général, portant l'inscription totale du compte 637 à 98 k€.
- o Il convient de noter qu'au vu de la proximité des contentieux engagés par le directeur général à l'encontre du CMR/EGECMR, un deuxième avocat a dû être sollicité en complément de l'avocat historique de l'établissement, lequel poursuit son accompagnement sur l'ensemble des contentieux dont il est saisi.

Le résultat attendu, qui était de - 645 k€ pour 2025 à la DM1, serait désormais de -696 k€, soit 51K€ d'inscription de dépenses nouvelles essentiellement liées aux frais d'avocat.

Ce rapport est présenté pour avis

**Résultat du vote : 6 votes pour. La délibération est adoptée à l'unanimité.**

**2.2 - Point d'avancement sur la clôture des comptes**

Conformément à la délibération votée au COS du 27 juin dernier actant le recours à un cabinet comptable pour la clôture des comptes 2024, plusieurs cabinets comptables ont été contactés pour établissement d'un devis.

Six cabinets comptables ont été démarchés entre le 20 août et le 24 septembre. Le tableau de suivi de cette consultation est présenté en annexe.

Le cabinet Talenz-Alteis est le seul cabinet à avoir proposé ses services à l'EGECMR.

Dans ces conditions, l'établissement de gestion extinctive du Crédit Municipal de Rouen valide la proposition du cabinet Talenz-Alteis pour 17 850 € TTC correspondant à 18 jours hommes. L'objectif visé est une finalisation de la prestation pour le 15 octobre, avant les congés scolaires.

Ce rapport est présenté pour information

**Le COS prend acte de l'information.**

### **3.1- Avenant à la convention tripartite entre le CMN, le CMR/EGECMR et la Ville de Rouen**

La ville de Rouen, le Crédit municipal de Rouen, le Crédit municipal de Nantes ont passé une convention mise en œuvre à compter du 1/01/2023 pour permettre une continuité de l'exercice de l'activité de prêt sur gage au bénéfice des rouennais nonobstant la dissolution programmée de l'EGECMR.

Par délibération du COS en décembre 2024, la prolongation de la période transitoire jusqu'en décembre 2025 a été actée au vu des retards de calendriers liés à la décision tardive de retrait d'agrément par l'ACPR et de la non-maîtrise du calendrier du décret en Conseil d'Etat prononçant la dissolution.

A ce jour, l'horizon du décret n'est toujours pas certain et pourrait dépasser la date du 31/12/2025.

De ce fait, il est nécessaire d'ajuster la convention par un avenant afin de prendre en compte ce possible décalage et clarifier de manière plus précise les modalités d'application de la convention, dans les différents cas de figure possibles.

En parallèle, au vu de la durée de la période transitoire, il est proposé dès le 01/01/2026 de substituer au loyer à l'euro symbolique le paiement d'un loyer au prix du marché pour le Crédit municipal de Nantes, au prorata de la surface de bureau effectivement occupée. L'avis des domaines a été sollicité pour déterminer ce montant, qui s'élève à 150€/m<sup>2</sup> HT/HC pour les espaces bureaux.

Ce loyer s'élèvera annuellement à 26 797,5€ pour une surface effective occupée de 178,65 mètres carrés. Une erreur matérielle s'est glissée dans l'annexe 3 article 5.1, le montant de loyer était indiqué par erreur à 31 500€, le montant réel doit être rectifié dans le texte de la convention.

Ainsi, l'annexe de la convention « convention de mise à disposition de locaux » est remplacée par une nouvelle convention intégrant les modifications sur la redevance.

Enfin, l'annexe financière est également modifiée au vu du décalage de la fin de la période transitoire à décembre 2026 et à l'évolution des charges prévue.

Il est indiqué qu'un message d'erreur dans l'article 8 de l'avenant lors du passage du doc word au doc pdf s'est immiscé. Ce message d'erreur qui ne modifie pas le contenu sera rectifié.

Ce rapport est présenté pour avis

**Résultat du vote : 6 votes pour. La délibération est adoptée à l'unanimité.**

### **4.1 - Relation entre le COS et le directeur général de l'EGECMR**

M de Montchalin reprend le contenu de la délibération.

Mr Schroeder demande un rappel sur la situation actuelle du directeur général. Il est rappelé la suspension depuis le 26 juin et sa durée de maximum 4 mois.

M de Montchalin reprend l'historique des procédures engagées à l'égard directeur général et indique que l'actuelle suspension fait l'objet d'un nouveau recours par le directeur général.

Mr Masson demande des éclaircissements sur le statut du directeur général. Il est indiqué qu'il a été recruté sur emploi fonctionnel par recrutement direct en tant que directeur général et que la rupture de confiance avec le président entraîne une révocation.

Il indique que l'avocat de l'EGECMR a considéré que l'avis du COS renforçait la procédure, même si seul le Président a la possibilité de prendre la décision de révocation.

Mr Masson indique valider une rupture de confiance envers le directeur général car il déborde des prérogatives du directeur général, il accuse les collaborateurs du CMR/EGECMR sans fondement tangible, et met en cause des comptes qui ont été validés par un commissaire aux comptes.

Mr de Beir confirme.

Ce rapport est présenté pour avis

**Résultat du vote : 6 votes pour. La délibération est adoptée à l'unanimité**

La séance est clôturée à 17h11

Fait à Rouen, le 7 octobre 2025

Le Vice-Président

du Conseil d'Orientation et de Surveillance



Matthieu de Montchalin



## Crédit Municipal de Rouen

### Rapport budgétaire du budget Primitif 2026

#### Charges

Les prévisions de charges se présentent ainsi qu'il suit pour l'exercice 2026, par chapitres budgétaires :

#### Frais de personnel

| Cpte | Intitulé                    | BP 2025    | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026   |
|------|-----------------------------|------------|--------------------|----------------------|-----------|
| 612  | Rémunération de personnel   | 95 000.00  | 160 400.00         | 150 262.90           | 68 000.00 |
| 617  | Charges de SS et prévoyance | 36 000.00  | 155 000.00         | 126 801.33           | 13 000.00 |
| 618  | Charges sociales            | 3 000.00   | 3 600.00           | 2 131.77             | 200.00    |
| 61   | FRAIS DE PERSONNEL          | 134 000.00 | 319 000.00         | 279 196.00           | 81 200.00 |

En raison de la procédure de licenciement en cours avec son directeur général, [REDACTED], la prévision de frais de personnels se limite en 2026 à :

- 4 mois de salaires et de cotisations sociales pour le poste de directeur général, soit 38,6 K€ ainsi qu'une indemnité de licenciement pour 15 K€ ;
- En l'absence de visibilité sur la date de dissolution, 360 heures annuelles de vacances réparties à part égales sur les 3 vacataires, soit un total de 18,6 K€ ;
- Les indemnités pour la comptable, [REDACTED] (8,8 K€ pour 12 mois maximum).

Le CMR détient dans ses comptes une provision de 140 K€ évaluée en 2024 pour couvrir les dépenses liées aux contentieux avec son directeur général. A l'heure actuelle, les commissaires aux comptes n'ayant pu valider la clôture de l'exercice 2024, cette provision reste inchangée. Les contentieux en cours représenteraient un risque d'environ 99 K€, que le montant actuel provisionné couvrirait largement. Cette situation reste par conséquent prudente pour l'exercice à venir. Dès que les commissaires aux comptes auront pu certifier les comptes 2024, le montant de la provision pour risques et charges de personnels sera mis à jour.

#### Impôts et taxes

| Cpte | Intitulé                                     | BP 2025   | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026  |
|------|----------------------------------------------|-----------|--------------------|----------------------|----------|
| 620  | Taxe sur les salaires et Fonds Aide Logement | 15 000.00 | 22 000.00          | 16 280.00            | 2 500.00 |
| 629  | Autres impôts fonciers                       | 500.00    | 500.00             | 306.00               | 500.00   |
| 62   | IMPOTS ET TAXES                              | 15 500.00 | 22 500.00          | 16 586.00            | 3 000.00 |



Les impôts et taxes comprennent la taxe sur les salaires et l'impôt foncier pour les places de parking dont le CMR est propriétaire.

#### Travaux et services extérieurs

| Cpte | Intitulé                       | BP 2025   | TOTAL VOTE 2025 | Atterrissage 2025 | BP 2026    |
|------|--------------------------------|-----------|-----------------|-------------------|------------|
| 631  | Entretien et réparation        | 15 000.00 | 24 500.00       | 12 891.52         | 35 000.00  |
| 633  | Petit outillage                | 100.00    | 100.00          | 0.00              | 100.00     |
| 634  | Fournitures extérieures        | 6 000.00  | 6 000.00        | 2 596.16          | 3 000.00   |
| 635  | Location et charges locatives  | 1 000.00  | 19 000.00       | 7 194.32          | 3 000.00   |
| 636  | Prestations de services        | 23 000.00 | 33 500.00       | 35 322.30         | 55 000.00  |
| 637  | Autres honoraires              | 7 000.00  | 105 000.00      | 71 224.83         | 80 000.00  |
| 638  | Primes d'assurance             | 14 000.00 | 14 000.00       | 525.59            | 2 000.00   |
| 63   | TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 66 100.00 | 202 100.00      | 129 754.72        | 178 100.00 |

Le compte « entretien et réparations » retrace les dépenses de maintenance informatique, et d'entretien courant (ascenseur, chaudière...). Le locataire CMN vient d'alerter sur des problèmes liés au bâtiment qui devront être investigués et le cas échéant faire l'objet de travaux. Le montant inscrit est donc augmenté à cet effet.

Les charges retracées dans le compte « fournitures extérieures » sont en réalité les dépenses relatives aux fluides et combustibles (gaz et eau). Le contrat d'électricité est dorénavant géré par le Crédit Municipal de Nantes et refacturé au CMR.

Les charges de copropriété concernant les parkings sont payées au compte 635 « locations et charges locatives ».

Le compte 636 « prestations de services » comprend diverses prestations :

- Les prestations des Commissaires aux Comptes : trois annuités prévues en 2026 pour régler les clôtures comptables 2024, 2025 et 2026 (54 K€).
- Une prestation d'un cabinet comptable pour la clôture de l'exercice 2025 pour 18 K€,
- Les prestations du Centre de Gestion Départemental pour la paie et les ressources humaines.

Les « autres honoraires » retracent les dépenses de frais d'avocats et d'actes juridiques. Elles sont évaluées à 80 K€ pour l'exercice 2026, en s'appuyant sur le montant réalisé en 2025.

Le compte 638 « primes d'assurance » comptabilise les frais d'assurance statutaire. Cette dépense a fortement baissé car le personnel permanent du CMR se limite à 1 poste de directeur.

#### Transports et déplacements

| Cpte | Intitulé                   | BP 2025  | TOTAL VOTE 2025 | Atterrissage 2025 | BP 2026  |
|------|----------------------------|----------|-----------------|-------------------|----------|
| 641  | Voyages et déplacements    | 1 100.00 | 1 100.00        | 0.00              | 1 000.00 |
| 64   | TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS | 1 100.00 | 1 100.00        | 0.00              | 1 000.00 |

Sans réalisation en 2025, ce compte fait toutefois l'objet d'une prévision prudentielle pour 2026.

Frais de gestion générale

| Cpte | Intitulé                       | BP 2025   | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026   |
|------|--------------------------------|-----------|--------------------|----------------------|-----------|
| 660  | Frais de gestion générale      | 2 500.00  | 10 500.00          | 0.00                 | 2 000.00  |
| 661  | Missions et réceptions         | 300.00    | 300.00             | 0.00                 | 500.00    |
| 664  | Frais de PTT et Télécom        | 5 000.00  | 7 000.00           | 5 858.88             | 7 000.00  |
| 665  | Frais d'acte et de contentieux | 10 000.00 | 10 000.00          | 2 351.90             | 10 000.00 |
| 668  | Autres frais divers de gestion | 0.00      | 1 000.00           | 314.00               | 1 000.00  |
| 66   | FRAIS DE GESTION GENERALE      | 17 800.00 | 28 800.00          | 8 524.78             | 20 500.00 |

Les frais de gestion comportent :

- Les dépenses de publication des comptes (1,7 K€ pour publication dans la Gazette des Communes en 2024),
- Les frais d'internet et de téléphone,
- Les frais d'huissiers,
- Des frais divers en cas de besoin.

Frais financiers

| Cpte | Intitulé                | BP 2025  | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026  |
|------|-------------------------|----------|--------------------|----------------------|----------|
| 676  | Intérêts des emprunts   | 2 500.00 | 2 500.00           | 2 566.96             | 2 000.00 |
| 679  | Frais financiers divers | 1 500.00 | 1 500.00           | 1 073.98             | 1 500.00 |
| 67   | FRAIS FINANCIERS        | 4 000.00 | 4 000.00           | 3 640.94             | 3 500.00 |

Les frais financiers se composent des intérêts de l'emprunt en cours de remboursement et des abonnements d'accès aux comptes bancaires en ligne.

Dotations aux amortissements

| Cpte | Intitulé                     | BP 2025  | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026  |
|------|------------------------------|----------|--------------------|----------------------|----------|
| 681  | Dotation aux amortissements  | 7 500.00 | 7 500.00           | 7 060.11             | 7 500.00 |
| 68   | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 7 500.00 | 7 500.00           | 7 060.11             | 7 500.00 |

Les dotations aux amortissements sont des dépenses d'ordre budgétaire (non réelles) qui permettent le renouvellement des biens d'importance. La prévision 2025 est reconduite pour 2026.

Charges exceptionnelles

| Cpte | Intitulé                           | BP 2025    | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026   |
|------|------------------------------------|------------|--------------------|----------------------|-----------|
| 874  | Charges opérations exceptionnelles | 103 000.00 | 133 000.00         | 98 100.00            | 77 100.00 |
| 87   | CHARGES EXCEPTIONNELLES            | 103 000.00 | 133 000.00         | 98 100.00            | 77 100.00 |



La contribution du CMR au Crédit Municipal de Nantes selon la convention signée entre les parties est comptabilisée en tant que charge exceptionnelle. La prévision 2026 est composée du solde 2025 (30%) et de la contribution 2026 (70%).

|                   | BP 2025    | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026    |
|-------------------|------------|--------------------|----------------------|------------|
| Total des charges | 349 800,00 | 718 800,00         | 542 862,55           | 371 900,00 |

Le total des charges s'élève à 371 900 € dans ce projet de budget primitif 2026.

### Produits

La prévision de recettes se présente ainsi pour l'exercice 2026 :

#### Charges récupérées

| Cpte | Intitulé                    | BP 2025 | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026 |
|------|-----------------------------|---------|--------------------|----------------------|---------|
| 731  | Recouvrement de prestations | 700.00  | 700.00             | 10 015.92            | 500.00  |
| 73   | CHARGES RECUPEREES          | 700.00  | 700.00             | 10 015.92            | 500.00  |

Ce compte retrace la part salariale des chèques déjeuner et aussi le remboursement de la cotisation d'assurance statutaire en 2025, qui n'a plus lieu d'être si élevée compte tenu des effectifs du CMR.

#### Produits accessoires

| Cpte | Intitulé             | BP 2025  | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026   |
|------|----------------------|----------|--------------------|----------------------|-----------|
| 765  | Locations diverses   | 2 400.00 | 2 400.00           | 2 400.00             | 29 198.00 |
| 76   | PRODUITS ACCESSOIRES | 2 400.00 | 2 400.00           | 2 400.00             | 29 198.00 |

Vu la convention d'occupation temporaire validée par le Conseil d'Orientation et de Surveillance d'octobre dernier, les loyers à refacturer au Crédit Municipal de Nantes à compter de janvier 2026 s'élèveront à 26,8 K€ pour l'occupation du rez-de-chaussée. Le CMR loue des places des parkings pour 2,4 K€ annuels. Ces montants constituent la prévision 2026 pour le présent chapitre budgétaire.

#### Produits financiers

| Cpte | Intitulé                  | BP 2025   | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026   |
|------|---------------------------|-----------|--------------------|----------------------|-----------|
| 773  | Intérêts des fonds placés | 50 000.00 | 20 00.00           | 12 729.73            | 15 000.00 |
| 77   | PRODUITS FINANCIERS       | 50 000.00 | 20 00.00           | 12 729.73            | 15 000.00 |

Les intérêts des avoirs placés sur des comptes à terme pourraient rapporter environ 15 K€ au CMR en 2026.

Produits exceptionnels

| Cpte | Intitulé               | BP 2025 | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026 |
|------|------------------------|---------|--------------------|----------------------|---------|
| 875  | Profits exceptionnels  | 0.00    | 0.00               | 2 000.00             | 0.00    |
| 87   | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 0.00    | 0.00               | 2 000.00             | 0.00    |

Les produits exceptionnels en 2025 sont des refacturations de charges de télécommunications au CM de Nantes. En 2026, le marché des télécommunications arrive à son terme, et le CM de Nantes gèrera directement son approvisionnement dans le groupement de commande national des Crédits Municipaux. Cette refacturation disparaît par conséquent en 2026.

|                    | BP 2025   | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026   |
|--------------------|-----------|--------------------|----------------------|-----------|
| Total des produits | 53 100,00 | 23 100,00          | 27 145,55            | 44 698,00 |

Le total des produits s'élève à 44 698 € dans ce projet de budget primitif 2026.

**Résultat prévisionnel**

|                       | BP 2025     | TOTAL VOTE<br>2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026     |
|-----------------------|-------------|--------------------|----------------------|-------------|
| Total des charges     | 349 800,00  | 718 800,00         | 542 862,55           | 371 900,00  |
| Total des produits    | 53 100,00   | 23 100,00          | 27 145,55            | 44 698,00   |
| Résultat prévisionnel | -296 700,00 | -695 700,00        | -515 716,90          | -327 202,00 |

Le déficit prévisionnel 2026 s'élèverait à -327,2 K€. Celui-ci est couvert par la trésorerie du CMR dont le solde s'élève au 10 décembre 2025 à 2,695 M€.

**Résultat du vote :**

Pour : 4

Abstention : 1

Contre : 0

**Crédit Municipal de Rouen**  
**Budget Primitif 2026**

au 15-déc-25

**Charges**

| Cpte                                     | Intitulé                                     | BP 2025    | DM1 - 2025 | DM 2 - 2025 | TOTAL VOTE<br>2025 | Réalisé au<br>05/12/2025 | Atterrissage<br>2025 | BP 2026    |
|------------------------------------------|----------------------------------------------|------------|------------|-------------|--------------------|--------------------------|----------------------|------------|
| 602                                      | Matières premières et fournitures            | 800.00     |            |             | 800.00             |                          | 0.00                 | 0.00       |
| 60                                       | ACHATS                                       | 800.00     | 0.00       | 0.00        | 800.00             | 0.00                     | 0.00                 | 0.00       |
| 612                                      | Rémunération de personnel                    | 95 000.00  | 65 400.00  |             | 160 400.00         | 138 202.80               | 150 262.90           | 68 000.00  |
| 617                                      | Charges de SS et prévoyance                  | 36 000.00  | 119 000.00 |             | 155 000.00         | 121 388.40               | 126 801.33           | 13 000.00  |
| 618                                      | Charges sociales                             | 3 000.00   | 600.00     |             | 3 600.00           | 2 094.85                 | 2 131.77             | 200.00     |
| 61                                       | FRAIS DE PERSONNEL                           | 134 000.00 | 185 000.00 | 0.00        | 319 000.00         | 261 686.05               | 279 196.00           | 81 200.00  |
| 620                                      | Taxe sur les salaires et Fonds Aide Logement | 15 000.00  | 5 000.00   | 2 000.00    | 22 000.00          | 15 580.00                | 16 280.00            | 2 500.00   |
| 629                                      | Autres impôts fonciers                       | 500.00     |            |             | 500.00             |                          | 306.00               | 500.00     |
| 62                                       | IMPOTS ET TAXES                              | 15 500.00  | 5 000.00   | 2 000.00    | 22 500.00          | 15 580.00                | 16 586.00            | 3 000.00   |
| 630                                      | Location de matériel                         | 0.00       |            |             | 0.00               |                          | 0.00                 | 0.00       |
| 631                                      | Entretien et réparation                      | 15 000.00  | 9 500.00   |             | 24 500.00          | 12 783.42                | 12 891.52            | 35 000.00  |
| 633                                      | Petit outillage                              | 100.00     |            |             | 100.00             |                          | 0.00                 | 100.00     |
| 634                                      | Fournitures extérieures                      | 6 000.00   |            |             | 6 000.00           |                          | 2 596.16             | 3 000.00   |
| 635                                      | Location et charges locatives                | 1 000.00   | 18 000.00  |             | 19 000.00          | 6 613.99                 | 7 194.32             | 3 000.00   |
| 636                                      | Prestations de services                      | 23 000.00  | 62 500.00  | -52 000.00  | 33 500.00          | 18 630.00                | 35 322.30            | 55 000.00  |
| 637                                      | Autres honoraires                            | 7 000.00   |            | 98 000.00   | 105 000.00         | 65 574.75                | 71 224.83            | 80 000.00  |
| 638                                      | Primes d'assurance                           | 14 000.00  |            |             | 14 000.00          | 525.59                   | 525.59               | 2 000.00   |
| 63                                       | TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS               | 66 100.00  | 90 000.00  | 46 000.00   | 202 100.00         | 104 127.75               | 129 754.72           | 178 100.00 |
| 641                                      | Voyage et déplacements                       | 1 100.00   |            |             | 1 100.00           |                          | 0.00                 | 1 000.00   |
| 64                                       | TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS                   | 1 100.00   | 0.00       | 0.00        | 1 100.00           | 0.00                     | 0.00                 | 1 000.00   |
| 660                                      | Frais de gestion générales                   | 2 500.00   | 8 000.00   |             | 10 500.00          |                          | 0.00                 | 2 000.00   |
| 661                                      | Missions et receptions                       | 300.00     |            |             | 300.00             |                          | 0.00                 | 500.00     |
| 664                                      | Frais de PTT et Télécom                      | 5 000.00   |            | 2 000.00    | 7 000.00           | 4 334.78                 | 5 858.88             | 7 000.00   |
| 665                                      | Frais d'acte et de contentieux               | 10 000.00  |            |             | 10 000.00          | 2 182.72                 | 2 351.90             | 10 000.00  |
| 667                                      | Cotisation Conférence permanente             | 0.00       |            |             | 0.00               |                          | 0.00                 | 0.00       |
| 668                                      | Autres frais divers de gestion               | 0.00       |            | 1 000.00    | 1 000.00           | 314.00                   | 314.00               | 1 000.00   |
| 66                                       | FRAIS DE GESTION GENERALE                    | 17 800.00  | 8 000.00   | 3 000.00    | 28 800.00          | 6 831.50                 | 8 524.78             | 20 500.00  |
| 676                                      | Intérêts des emprunts                        | 2 500.00   |            |             | 2 500.00           |                          | 2 566.96             | 2 000.00   |
| 679                                      | Frais financiers divers                      | 1 500.00   |            |             | 1 500.00           | 987.69                   | 1 073.98             | 1 500.00   |
| 67                                       | FRAIS FINANCIERS                             | 4 000.00   | 0.00       | 0.00        | 4 000.00           | 987.69                   | 3 640.94             | 3 500.00   |
| 681                                      | Dotation aux amortissements                  | 7 500.00   |            |             | 7 500.00           |                          | 7 060.11             | 7 500.00   |
| 685                                      | Dotation aux provisions créances douteuses   | 0.00       |            |             | 0.00               |                          | 0.00                 | 0.00       |
| 68                                       | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS                 | 7 500.00   | 0.00       | 0.00        | 7 500.00           | 0.00                     | 7 060.11             | 7 500.00   |
| TOTAL CHARGES AVANT OPE. EXCEPTIONNELLES |                                              | 246 800.00 | 288 000.00 | 51 000.00   | 585 800.00         | 389 212.99               | 444 762.55           | 294 800.00 |
| 874                                      | Charges opérations exceptionnelles           | 103 000.00 | 30 000.00  |             | 133 000.00         | 72 100.00                | 98 100.00            | 77 100.00  |
| TOTAL CHARGES                            |                                              | 349 800.00 | 318 000.00 | 51 000.00   | 718 800.00         | 461 312.99               | 542 862.55           | 371 900.00 |

# Produits

| Cpte                    | Intitulé                            | BP 2025     | DM1 - 2025  | DM2 - 2025 | TOTAL VOTE 2025 | Réalisé au 05/12/2025 | Avertissement 2025 | BP 2026     |
|-------------------------|-------------------------------------|-------------|-------------|------------|-----------------|-----------------------|--------------------|-------------|
| 732                     | Recouvrement de prestations         | 700.00      |             |            | 700.00          | 0                     | 10 015.92          | 500.00      |
| 73                      | CHARGES RECUPEREES                  | 700.00      |             |            | 700.00          | 0.00                  | 10 015.92          | 500.00      |
| 765                     | Locations diverses (GAB + parkings) | 2 400.00    |             |            | 2 400.00        | 0                     | 2 400.00           | 29 198.00   |
| 76                      | PRODUITS ACCESSOIRES                | 2 400.00    |             |            | 2 400.00        | 0.00                  | 2 400.00           | 29 198.00   |
| 773                     | Intérêts des fonds placés           | 50 000.00   | -30 000.00  |            | 20 000.00       | 12 729.73             | 12 729.73          | 15 000.00   |
| 77                      | PRODUITS FINANCIERS                 | 50 000.00   | -30 000.00  |            | 20 000.00       | 12 729.73             | 12 729.73          | 15 000.00   |
| 875                     | Profits exceptionnels               |             |             |            |                 |                       | 2 000.00           |             |
| 87                      | PRODUITS EXCEPTIONNELS              | 0.00        |             |            | 0.00            | 0.00                  | 2 000.00           | 0.00        |
| TOTAL PRODUITS          |                                     | 53 100.00   | -30 000.00  | 0.00       | 23 100.00       | 12 729.73             | 27 145.65          | 44 698.00   |
| RESULTAT D EXPLOITATION |                                     | -296 700.00 | -348 000.00 | -51 000.00 | -695 700.00     | -448 683.26           | -515 716.90        | -327 202.00 |

0.00

**CREDIT MUNICIPAL DE ROUEN**  
**CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE**

**SEANCE DU 5 janvier 2026**

*Rapporteur : M de Montchalin, Vice Président*

**Mise en place d'un interim du directeur général dans le cadre de la clôture des comptes**

La clôture des comptes 2024 de l'EGECMR n'est toujours pas résolue à ce jour en lien avec les difficultés liées à la gouvernance de l'établissement dans le contexte de perte de confiance évoqué notamment lors du COS d'octobre dernier.

Le COS de juin 2025 a validé le recours à un cabinet comptable, lequel a travaillé en lien avec les vacataires pour transmettre une proposition au commissaire aux comptes, ce qui a été fait mi-octobre.

Le commissaire aux comptes nous a néanmoins informé qu'il était contraint dans la finalisation de la clôture des comptes en l'absence de directeur général de l'établissement pour procéder à l'arrêt des comptes avant de les présenter pour approbation au COS. Si les recherches juridiques n'ont pas permis d'identifier de texte ou jurisprudence selon laquelle seul le directeur général pourrait être fondé à arrêter les comptes, particulièrement dans le cas d'un établissement qui a perdu son agrément bancaire, il convient de pouvoir continuer à lever les freins pour garantir la continuité de service et la mise en œuvre des obligations légales de clôture des comptes.

En effet, Le directeur général est en arrêt maladie depuis le 27 octobre et au moment où ce projet de délibération est rédigé, rien ne permet de savoir si un retour sera constaté en janvier.

Or, il est nécessaire de prévoir une organisation qui permettra, le cas échéant, de clôturer les comptes dès que possible début 2026, au vu des délais déjà largement dépassés, la comptable publique nous alertant par ailleurs également sur les risques.

**Ainsi, afin de répondre à la question soulevée par notre commissaire aux comptes, il est proposé de nommer, en cas d'absence du directeur général, un référent en charge d'en assumer l'interim concernant les opérations d'arrêt des comptes.**

La solution la plus opérante est de confier cet interim à un vacataire déjà en activité pour le compte de l'EGECMR, toujours dans le cadre d'une vacation, selon un barème de rémunération adapté à ce niveau de responsabilité.

Nadim Abou Kandil accepte de prendre en charge cette mission, le cas échéant, et uniquement dans une situation d'absence du directeur général.

**Considérant la nécessité d'identifier un référent en charge d'assurer l'interim du directeur général en son absence concernant les opérations d'arrêt des comptes, le Conseil d'Orientation et de Surveillance**

décide :

**D'autoriser le Vice-Président à nommer Nadim Abou Kandil pour assurer l'interim du directeur général en son absence sur les opérations relatives à l'arrêt des comptes.**

Pour : 4

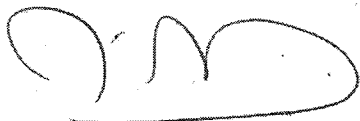
Contre : 0

Abstention : 1

Pour extrait conforme :

Le Vice-Président

**M. de MONTCHALIN**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a horizontal line and a small flourish.

**Transmis au contrôle de légalité.**

**CREDIT MUNICIPAL DE ROUEN**  
**CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE**  
**SEANCE DU 5 janvier 2026**

*Rapporteur : M de Montchalin, Vice Président*

***Prolongation de missions de vacation***

Le Crédit Municipal de Rouen a cessé ses activités en 2023 et n'a plus d'agrément bancaire depuis avril 2024. Sa dissolution devra être formalisée par un décret en conseil d'Etat. La date est donc incertaine et non maîtrisable.

Dans cette attente, l'Etablissement a toujours une existence juridique, comptable et fiscale. L'enjeu principal restant est d'assurer l'établissement de ses comptes annuels et de gérer les liens contractuels. Par ailleurs, l'EGECMR doit gérer les contentieux avec le directeur général.

Afin de gérer au mieux dans un contexte très incertain, les COS successif ont validé la mise en œuvre de vacations, lesquelles se sont terminées le 31/12/2025. Il convient donc de prolonger jusqu'à l'extinction de l'EGECMR pour assurer la continuité de l'activité.

- 1 vacataire chargé spécifiquement par le président du COS de gérer les missions liées au nécessaire départ du directeur général en situation de conflit d'intérêt notamment en lien avec les contentieux en cours à l'encontre de l'EGECMR.
- 2 vacataires se partageant le travail de gestion quotidienne

**Il est donc proposé de renouveler les vacations dans le cadre du départ jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard, avec une fin anticipée dès que l'EGECMR n'aura plus d'existence juridique propre.**

**Les missions :**

Concernant le vacataire dans le cadre du départ :

Les missions seront tournées vers la mise en œuvre des actions sollicitées par l'exécutif de l'EGECMR (Président et Vice-Président) autour des missions de l'établissement pour lesquelles [REDACTED] se trouve en conflit d'intérêt et de la gestion RH de [REDACTED], et notamment la gestion de l'ensemble des démarches contentieuses ou précontentieuses diligentées par [REDACTED] à l'encontre de l'établissement et son exécutif, et de leurs conséquences. Ces missions s'exercent sous l'autorité directe de l'exécutif de l'EGECMR.

Dans ce cadre, le/la ou les vacataires assisteront aux séances du COS et pourront le cas échéant intervenir à la demande des administrateurs sur les sujets pour lesquels [REDACTED] sera en situation de départ.

Concernant les vacataires en charge de la gestion :

Les missions consisteront notamment à assurer les opérations comptables résiduelles, à préparer la dissolution (résiliation contrats...), à alimenter en données et être l'interlocuteur technique pour la clôture des comptes, assurer la gestion administrative et patrimoniale résiduelle.

L'un des vacataires sera amené par ailleurs à prendre en charge spécifiquement les opérations relatives à l'arrêt des comptes en lien direct avec le commissaire aux comptes et à sa demande.

#### RECRUTEMENT DE VACATAIRES ET DETERMINATION D'UN TAUX DE VACATION

Il est rappelé au Conseil que conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'organe délibérant doit mentionner le poste ou les activités et le niveau de rémunération auquel il habilite l'autorité territoriale à recruter et la nature permanente ou non de celui-ci.

En l'espèce, il est nécessaire de prévoir des modalités permettant d'assurer la prise en charge des activités ponctuelles et non continues dans le temps, liées aux missions de l'établissement pour lesquelles le directeur général de l'EGECMR se trouve en position de conflit d'intérêt et notamment la gestion RH et de l'ensemble des démarches contentieuses diligentées par M. Daupley et de leurs conséquences. Cette activité ne peut être pourvue dans le cadre d'un poste permanent. L'activité entreprise constitue une tâche spécifique, discontinue dans le temps et rémunérée à l'acte.

Par ailleurs, il est également nécessaire de prévoir les modalités permettant d'assurer la prise en charge des activités ponctuelles et non continues dans le temps, liées à la gestion résiduelle de l'établissement dans un contexte de décroissance continue de l'activité et d'incertitudes liées à la date effective de la dissolution. Cette activité ne peut être pourvue dans le cadre d'un poste permanent. L'activité entreprise constitue une tâche spécifique, discontinue dans le temps et rémunérée à l'acte. Il conviendra ainsi de recruter un ou des personnels vacataires de manière à assurer cette gestion. Conformément à la jurisprudence administrative, les intéressés devront être rémunérés à l'acte. Il appartient donc à l'organe délibérant de déterminer un taux de vacation.

Des recrutements en activité accessoire seront privilégiés. Ils sont, pour mémoire, soumis à aucune cotisation sociale à l'exception de la CSG, CRDS, RAFP et de la cotisation du Centre de Gestion (en application de l'article D 171-11 du code de la sécurité sociale). Une autorisation sera alors sollicitée auprès de l'employeur principal.

**Considérant la nécessité d'avoir recours à des vacations pour ces missions, le Conseil d'Orientation et de Surveillance décide :**

#### **Article 1 :**

D'autoriser le Vice-Président à recruter les 3 vacataires du 06/01/2026 au 31/12/2026, 1 pour exercer les missions de l'établissement pour lesquelles [REDACTED] se trouve en conflit d'intérêt et 2 pour assurer la gestion courante résiduelle de l'établissement en attente de son extinction, dont l'un prendra en charge les missions spécifiques d'arrêt des comptes.

#### **Article 2 :**

Conformément au cadre déjà posé dans la délibération de décembre 2024, il convient de fixer le taux de vacation, chaque vacation équivalant à 1h30 de travail :

- Pour le vacataire dans le cadre du déport : à 64,50 € bruts pour les missions d'ordre juridique et RH liées à la gestion dans le cadre du déport du directeur général
- Pour les vacataires en charge de la gestion, pour la gestion courante : à 40,50 € bruts pour assurer les opérations comptables résiduelles, à préparer la dissolution, être référent technique sur la clôture des comptes pour les interlocuteurs, assurer la gestion administrative et patrimoniale résiduelle.
- Pour le vacataire en charge de la gestion lorsqu'il traitera les opérations liées à l'arrêt des comptes spécifiquement : 64,50 € bruts

### **Article 3**

D'inscrire les crédits nécessaires au budget ;

Pour : 4

Contre : 0

Abstention : 1

Pour extrait conforme :

Le Vice-Président

**M. de MONTCHALIN**



**Transmis au contrôle de légalité.**



**Annexe 8 : Bordereau de dépôt de documents valant accusé de réception**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE  
EXEMPLAIRE

**BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS  
VALANT ACCUSE DE RECEPTION \***

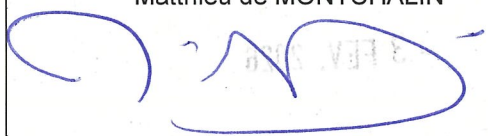
|                                                                                                                                                          |                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| <b>COLLECTIVITÉ</b><br><br>Caisse de crédit municipal<br>de Rouen<br><br>BUREAU DU COURRIER<br><br>03 FEV 2026<br><br>PRÉFECTURE<br>DE LA SEINE-MARITIME | <b>DATE D'ENVOI :</b><br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>- 3 FEV. 2026 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|

| Désignation des pièces : objet                                                                                    | Référence de l'acte<br>(n° délib ou AR, DC, CO ... + N°<br>+ Date) | Observations éventuelles de pré-<br>contrôle de légalité |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Délibération du conseil d'orientation et de<br>surveillance : validation du PV du COS du 7<br>octobre 2026        | Délibération n° 1 du COS<br>du 05/01/2026                          |                                                          |
| Délibération du conseil d'orientation et de<br>surveillance : BP 26                                               | Délibération n° 2.1 du COS<br>du 05/01/2026                        |                                                          |
| Délibération du conseil d'orientation et de<br>surveillance : clôture des comptes - mise en<br>place d'un interim | Délibération n° 3.1 du COS<br>du 05/01/2026                        |                                                          |
| Délibération du conseil d'orientation et de<br>surveillance : prolongation des missions de<br>vacation            | Délibération n° 3.2 du<br>COS du 05/01/2026                        |                                                          |
| Contrat à durée indéterminée sur emploi<br>fonctionnel de directeur général - Laurent<br>DAUPLEY                  | Contrat du 15/10/2024                                              |                                                          |
|                                                                                                                   |                                                                    |                                                          |
|                                                                                                                   |                                                                    |                                                          |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :**

Matthieu de MONTCHALIN



Vice-Président du conseil d'orientation et de surveillance du Crédit municipal de Rouen

**CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :**

**BUREAU DU COURRIER**

03 FEV. 2026

**PREFECTURE  
DE LA SEINE-MARITIME**

*\* seuls les documents répondant à l'obligation de transmission doivent être communiqués à la préfecture*